

voix. Si l'on veut qu'une démocratie fonctionne convenablement, que le pays soit uni, il faut sûrement tenir compte des traditions, des sentiments et des opinions de tous les secteurs de la nation.

Des millions de Canadiens—ils sont nombreux dans ma circonscription et il doit sûrement y en avoir bien d'autres—voient avec un tel ressentiment l'effritement de ces choses qui leur tiennent à cœur qu'ils en sont d'autant moins capables de faire l'apport qu'ils auraient souhaité pour encourager l'unité au Canada. La chose est triste, surtout, si elle n'est pas inévitable. Dans beaucoup de choses que nous faisons ici, j'en vois qui me semblent inspirés entièrement de préjugés. C'est fort malheureux, car à mon sens le préjugé est inutile et n'a pas sa raison d'être.

J'ai le plus grand respect pour les Canadiens de n'importe quelle origine ethnique, mais le fait de leurs origines différentes, ou le fait qu'ils viennent de diverses parties du pays ne leur permet pas de me forcer à oublier la fierté que j'éprouve devant mon origine ou les traditions qui me sont chères. Cela ne leur donne pas ce droit, pas plus que celui de balayer mes convictions religieuses.

A ce propos, j'aimerais citer Edmund Burke brièvement:

Une nation n'est pas la seule conception de l'étendue locale et de l'aggrégation passagère d'individus, c'est une notion de continuité qui s'étend dans une perspective de durée, de démographie et d'espace.

Les gens ne penseront pas à l'avenir s'ils ne s'arrêtent jamais pour penser aux jours d'antan.

Par cet article, nous sapons l'une de nos traditions. Ce que le ministre pense du mot «royal» m'importe peu, et je ne tiens pas à savoir si la majorité des députés pensent que ce mot devrait être éliminé dans les appellations de nos services. S'ils trouvent qu'il faut le supprimer, ils devraient au moins avoir la courtoisie et la tolérance de penser qu'il y a des millions de Canadiens, et même s'il m'est impossible de connaître le pourcentage, je crois que bien des milliers de militaires canadiens sont fiers de cette tradition.

L'appellation traditionnelle «royal» n'a pas été donnée à la légère aux unités militaires. Elle possède un caractère spécial. Elle est accordée en reconnaissance de fonctions remplies et de normes atteintes. L'Aviation royale canadienne n'a pas toujours été désignée ainsi. Elle a obtenu cette appellation à la suite de ses services. Même si j'étais partisan de l'unification—mais je ne le suis pas—il n'y a

aucune raison, je crois, pour que le gouvernement saisisse subrepticement cette occasion pour supprimer la désignation «royal» de tous nos services armés. Cela n'a rien à voir à l'efficacité des moteurs ou au genre de matériel électronique qui pourrait être utilisé; la chose est évidente.

Je voudrais demander au gouvernement d'être loyal, de jouer cartes sur table et de nous révéler ses intentions. Que se propose-t-il? Croit-il que ces traditions sont un élément de division et qu'elles sont mauvaises parce qu'elles sont associées à un groupe ethnique du pays, soit les Anglo-Saxons? Est-ce la raison? Je ne l'accepte pas. Je ne crois pas qu'il faudrait laisser nos traditions se désagréger ou se perdre, quelle que soit leur origine.

Je suis d'origine écossaise. Mes ancêtres ont combattu l'autorité constitutionnelle de la Grande-Bretagne presque tout aussi récemment que les Canadiens français. Compte tenu de leurs efforts, je dirais qu'ils ont obtenu un traitement beaucoup moins favorable que les ancêtres des Canadiens français. Mais cela n'a rien à voir à la question. A mon avis, nous ne devrions pas juger des conditions au XX^e siècle d'après les principes moraux reconnus au XVIII^e siècle. C'est évidemment un moyen de susciter des préjugés dans l'esprit de ceux qui ne comprennent pas les deux situations ou de ceux qui seraient portés à les comparer. Elles ne se comparent pas. J'exhorte mes collègues qui représentent d'autres régions du Canada à considérer ces éléments.

L'hon. M. Churchill: Bravo.

L'hon. M. MacLean: Ces choses nous tiennent à cœur. Mes propos ne sont pas inspirés par des considérations politiques; je ne tente pas de critiquer le gouvernement ou toute autre institution. Je parle strictement en mon nom personnel, mais je sais que certains de mes commettants partagent mon opinion. J'avoue que, depuis quatre ans, je songe sérieusement à quitter le Canada et à devenir citoyen d'un autre pays, car si la tendance actuelle se maintient, ce serait la meilleure chose à faire, bien que ce soit difficile, dans l'intérêt de mes enfants et de mes petits-enfants.

Cela indique à quel point ces choses affectent certains d'entre nous. Je conçois qu'elles ne touchent pas les personnes venant d'autres parties du Canada ou n'ayant pas la même origine. Je vous demande simplement d'examiner ce problème en employant la méthode de votre choix, pourvu qu'elle soit objective.